

CHAPITRE 4

LA NAISSANCE AMBIGUË DU FRONT POPULAIRE

« Le Front populaire n'a pas été autre chose qu'un réflexe de défense instinctive. D'une part contre les périls qui menaçaient la République et dont l'agitation des ligues paramilitaires et l'émeute du 6 février avaient été le signe frappant. D'autre part contre la prolongation de la crise économique qui accablait les masses ouvrières, les populations paysannes, la classe moyenne du pays. »

Léon Blum

LE 6 FÉVRIER 1934 OU LA MANIFESTATION DES DUPES

Léon Blum, qui avait été battu à Paris lors des élections législatives de 1928 par le communiste Jacques Duclos, a retrouvé quelques mois plus tard en avril 1929, à l'occasion d'une élection complémentaire du fait de la mort du député socialiste Yvan Pélissier, un siège dans l'Aude. Il est difficile de savoir exactement comment la proposition lui a été faite. L'idée serait partie d'un groupe de jeunes militants narbonnais, réunis au café de la Poste, qui virent en Léon Blum, leur « dieu », le successeur idoine, bien qu'il y eût un prétendant tout désigné, en la personne d'Eugène Montel,

celui qui avait bâti la fédération socialiste de l'Aude. Ce dernier se rangea volontiers à ce choix. Le lendemain, il sollicitait par télégramme Léon Blum. Lui, qui ne souhaitait pas être l'élu d'une circonscription rurale, fut obligé d'accepter cette proposition pour continuer à jouer un rôle à la Chambre. C'est sans enthousiasme qu'il s'y est présenté et a fait campagne à Narbonne et dans les villages alentour. Il reconnaît lui-même être resté « au milieu de tout cela aussi indifférent dans le fond, aussi imperméable, aussi étranger¹ ». Dans la correspondance qu'il entretient avec Thérèse, il affirme ne pas toujours goûter les joies de cette campagne. C'est souvent dans son lit, jusque tard dans la matinée, qu'il lui livre ses confidences : « Ma bien aimée, il est tout près de 11h et je suis encore dans mon lit [...]. Mais Auriol arrive de Toulouse vers midi [...]. Ma réunion d'hier soir s'est bien passée, devant un lot nombreux de journalistes (notamment Sabatier du *Journal*) car la grande presse commence à s'abattre sur la circonscription. Conditions matérielles toujours aussi déplorables. Une salle de café archi bondée et dont une porte était grande ouverte sur la rue, l'autre, juste en face, à l'autre extrémité, sur la cour. Le courant d'air était si violent et si froid qu'un instant j'ai redouté (m'enrhumer ?). J'ai achevé mon topo au plus vite². » Il s'emporte néanmoins contre le grand journal local, quand ce dernier le maltraite un peu : « ... *La Dépêche* devient de plus en plus immonde. Elle a commis hier un véritable faux. Car j'appelle faux le fait de reproduire et de commenter une phrase extraite d'une de mes brochures comme si elle traduisait ma propre opinion alors qu'elle est l'énoncé d'une théorie bolchéviste que je réfute. J'avoue que pour une fois je me suis mis en colère et qu'à la réunion d'hier soir mon ton manquait un peu d'aménité³. » *La Dépêche* n'est d'ailleurs pas le seul journal diffusé dans la circonscription à critiquer la venue de Blum. *Le Télégramme* ne l'épargne pas et considère que ses prises de position à la Chambre, lorsqu'il était député de la Seine, contre le Midi et ses vigneronns le discréditent, lui, « le buveur d'eau ». En fait, ce quotidien toulousain n'accepte pas le « parachutage » du responsable socialiste et appelle ouvertement à voter

1. Fonds Léon Blum de Moscou, inventaire 4, dossier 48, Lettre de Léon Blum à Thérèse Pereyra, 19 mars 1929.

2. *Ibid.*, Lettre de Léon Blum à Thérèse Pereyra, 7 avril 1929.

3. *Ibid.*

contre lui : « De la politique pure, en fin de compte, les gens n'en ont que faire. Ils veulent un député, enfant du pays, qui connaisse leurs besoins, et qui, à la Chambre, défende leurs intérêts. Ils ne veulent pas d'un homme qui ne fera que de la politique, et qui aurait très bien représenté les électeurs du Nord si une circonscription sûre pour lui avait été libre dans cette région¹. » Blum n'en fait pas moins campagne. Il se montre dans les rues, visite la veuve du député sortant, parcourt à son rythme les routes et les villages de la circonscription. Il n'est pas rare que certaines de ses réunions soient écourtées par des chahuts organisés par ses adversaires. Cela ne semble pas pour autant perturber son sommeil, c'est du moins ce qu'il affirme à Thérèse, le 13 avril 1929 : « Il est tout près de 11 heures, et je suis encore dans mon lit... Il n'y a pas même très longtemps que je suis éveillé : que dites-vous de cela. J'ai dormi comme une souche de minuit et demi à 10 heures...² ». Face à l'adversité, il finit toutefois par se prendre au jeu. Mais ce ne sont pas les critiques de certains journaux qui le motivèrent le plus, ce furent celles des communistes. Ils n'ont aucune chance de l'emporter, mais font tout pour que Blum échoue en envoyant Cachin, puis Doriot, lui porter la contradiction. Dans une circonscription acquise à la gauche, et plus particulièrement aux socialistes, la victoire de Blum est attendue. De fait, il l'emporte sur le radical Gourgon avec 5 886 voix contre 5 022 à ce dernier. Le candidat communiste obtient 589 voix et le socialiste indépendant 256. Blum ne dépasse néanmoins que de 8 voix le seuil de la majorité absolue. En dépit de son caractère étriqué, cette victoire au premier tour a un retentissement national. L'Aude devient sa terre d'adoption électorale, même s'il n'y passe qu'un temps relativement bref à chacun de ses déplacements. Déplacements à vrai dire peu nombreux, puisqu'il s'y rend trois à quatre fois par an. Il compense ses rares séjours en recevant beaucoup lors de ses permanences et en se mettant avec sérieux à l'examen des questions viticoles. Les problèmes de prix, d'assurance contre la grêle et de distribution n'ont plus de secret pour le député de Narbonne. Ses interventions de Paris sont aussi très nombreuses. Elles contribuent à améliorer les équipements locaux. La

1. Fonds Léon Blum de Moscou, inventaire 4, dossier 48, *Le Télégramme*, jeudi 28 mars 1929.

2. *Ibid.*, Lettre de Léon Blum à Thérèse, 13 avril 1929.

construction ou la réfection des routes, des écoles, des mairies et de bien d'autres édifices bénéficient de généreuses subventions. Il compte aussi beaucoup sur l'appui d'Eugène Montel, son véritable relais sur place, tant les affaires nationales et partisans le retiennent très souvent dans la capitale, à l'exemple de la manifestation dramatique du 6 février 1934 et de ses conséquences.

Le 7 février 1934, *Le Populaire* titrait : « Le coup de force fasciste a échoué » et reproduisait à sa une la déclaration de Léon Blum, au nom du groupe socialiste, lue à la tribune de la Chambre dans la nuit. Chaque mot de ce texte est pesé. Il ne fait aucun doute pour le leader socialiste, il s'agit bien d'une tentative de coup d'État : « Les partis de réaction, vaincus il y a deux ans, et qui ont cherché tour à tour leur revanche dans la panique financière et dans la panique morale, tentent aujourd'hui le coup de force. »¹. Après avoir rappelé que le peuple qui a fait la République saura la défendre, que les parlementaires socialistes qui agissent en son nom feront tout pour barrer la route à la réaction fasciste², Blum n'oublie pas pour autant l'origine du mal : les scandales politico-financiers, le chômage, l'inquiétude du lendemain et « l'appréhension lourde qu'inspirent les événements extérieurs³ ». Aussi en appelle-t-il à l'assainissement de l'atmosphère nationale et à son renouvellement. Il analyse assez bien les raisons qui ont pu conduire à cette situation et appelle à la mobilisation contre le fascisme, car il ne fait aucun doute pour lui que la manifestation du 6 février 1934 est bien une tentative de coup d'État. Pourtant, comme nombre d'historiens ont pu depuis le démontrer cet événement ne fut ni une tentative de putsch qui aurait échoué comme le pensait Léon Blum et la gauche, ni le froid assassinat de manifestants pacifiques comme l'affirmait l'extrême droite et une partie de la droite. Cette manifestation se terminant en émeute et qui fit, selon les évaluations officielles, au moins quinze morts et près de 1 500 blessés, est en fait un événement d'une grande complexité. Il trouve d'abord ses origines dans

1. Déclaration lue par Léon Blum, au nom du groupe socialiste, à la tribune de la Chambre, *Le Populaire*, 7 février 1934.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

la crise économique qui atteint la France à partir de l'année 1931. Celle-ci se manifeste par des difficultés sociales importantes qui touchent les classes moyennes (artisans, commerçants, industriels, petits et moyens propriétaires, exploitants agricoles) dont les revenus chutent considérablement et le monde ouvrier confronté à la diminution des heures de travail et au chômage qui se développe. La politique déflationniste menée par les gouvernements radicaux qui se succèdent de 1932 à 1934, apparaît comme particulièrement inadaptée à la situation. Vouloir conserver la confiance des milieux d'affaires est une chose, contribuer à enfoncer un peu plus le pays dans la crise en est une autre. Le mécontentement des Français s'accroît et les radicaux vont ainsi user tour à tour tous leurs chefs au pouvoir. Herriot, Daladier, Sarraut, Chautemps sont confrontés à l'insoluble contradiction d'une politique économique que ne renierait pas la droite alors que la majorité qui les a portés au pouvoir en 1932 est de gauche. D'une manière plus générale, c'est le radicalisme en lui-même qui commence à être remis en question. La crise n'est donc pas seulement économique, elle est aussi politique et peut profiter aux milieux de droite et d'extrême droite qui ont bien l'intention de se saisir de cette occasion pour débarrasser le pays de la gauche. À cela, il faut ajouter la multiplication ces dernières années des affaires politico-financières, à l'instar de celle qui défie la chronique depuis la fin de l'année 1933, l'affaire Stavisky, et les ingrédients d'un cocktail politique explosif existent. L'affaire Stavisky aurait pu se résumer à une banale escroquerie si le député-maire radical de Bayonne, Joseph Garat, n'avait pas été impliqué¹. En effet, ledit Stavisky a émis avec la complicité du député-maire deux cents millions de bons de caisse au nom du crédit municipal de la ville sans aucune contrepartie. Il apparaît progressivement au cours de l'enquête que l'escroc n'en était pas à sa première indélicatesse. Il avait fait déjà l'objet de poursuites de la part de la section financière du Parquet de Paris mais, à chaque fois, il avait pu bénéficier de protections opportunes lui permettant de s'en sortir sans encombre et de continuer ses activités illégales. On découvre aussi qu'il menait grande vie et recevait à sa table des personnalités de la politique et du spectacle. La rumeur enfle : ne pourrait-il pas compromettre beaucoup

1. Voir l'analyse qui en est faite par René Rémond, *Notre siècle (1918-1988)*, Fayard, Paris, 1988, p. 161-163.

de monde ? Or Stavisky a disparu et quand on le retrouve dans un chalet à Chamonix, le 8 janvier 1934, il est trop tard. Suicide ou assassinat ? Pour l'extrême droite et une partie de la droite, il ne fait aucun doute : il a été assassiné pour couvrir des personnalités politiques. La presse et les mouvements d'extrême droite essaient de faire croire que le parti radical est entièrement compromis, via quelques-uns de ses membres, dans une affaire de corruption qui a pris rapidement une dimension nationale. À la Chambre, les élus de droite, dont Philippe Henriot, député de la Gironde, n'hésitent pas à harceler le gouvernement présidé par le radical Camille Chautemps. L'Action française et les ligues, de la Solidarité française aux Croix-de-Feu, mobilisent une partie de l'opinion contre les parlementaires, assimilés à des voleurs. Quelques-uns, que la crise pousse au désespoir, trouvent alors dans la rue un exutoire à leur colère contre un pouvoir impuissant à résoudre les maux dont le pays souffre.

C'est dans ce contexte que s'organise le 6 février 1934, une grande manifestation destinée principalement à empêcher l'investiture du nouveau président du Conseil, le radical Daladier, mais aussi à protester contre la révocation du préfet de police Jean Chiappe, complaisant vis-à-vis des ligues, mais surtout dans l'incapacité d'expliquer l'attitude ambiguë de ses services à l'égard de Stavisky. Il se dit que les socialistes auraient obtenu sa tête en échange d'un vote en faveur du nouveau président du Conseil radical. À la Chambre, l'ambiance est électrique en cette fin d'après-midi. Daladier a eu toutes les peines du monde à lire sa déclaration, tandis qu'à l'extérieur des coups de feu claquent. Blum, vers 19 heures, monte à la tribune. Il est évidemment informé de la situation et entend bien contre vents et marées soutenir l'investiture de Daladier. D'une voix ferme, bien que souvent couverte par les injures ou les applaudissements, il ne se contente pas de donner la position de son parti, il la commente : « Ce n'est pas un vote de confiance que nous vous apportons, mais un vote de combat. Les partis de réaction vaincus il y a deux ans et qui ont cherché tour à tour leur revanche dans la panique financière et dans la panique morale, tentent aujourd'hui le coup de force. Ce n'est plus la dissolution qu'ils visent, c'est la mainmise brutale sur les libertés publiques que le peuple des travailleurs a conquises, qu'il a payées de son sang, qui sont son bien, qui restent le gage de son affranchissement

final. Le peuple qui a fait la République saura la défendre. Interprètes de sa volonté, nous sommes résolus, sur le terrain parlementaire comme sur tous les autres, à barrer la route à l'offensive outrageante de la réaction fasciste. Si le gouvernement mène la lutte avec assez d'énergie, avec assez de foi dans la volonté populaire, il peut compter sur nous. S'il manque à son devoir, c'est nous qui, dans le pays tout entier, lancerons l'appel aux forces républicaines en même temps qu'aux masses ouvrières et paysannes. L'opinion tout entière doit être convaincue [...] qu'aucune considération quelle qu'elle soit n'arrêtera ou ne limitera la répression des scandales. [...] Dans la bataille, dès à présent engagée, nous revendiquons notre place au premier rang. La réaction fasciste ne passera pas¹. » Ce discours de défense républicaine fut unanimement salué par toute la gauche debout, conquise par le courage et la détermination du leader socialiste devenu ce soir-là, selon le mot d'Édouard Herriot, un « héros républicain ». Cette intervention magistrale permit à Daladier d'obtenir une forte majorité (360 voix contre 220), mais l'homme, impressionné par l'émeute qui redouble et ne se sentant pas le courage de prendre les décisions qui s'imposent, finit par remettre sa démission au président de la République. Les émeutiers ont au moins atteint un de leurs buts : à défaut d'avoir empêché l'investiture de Daladier, ils l'ont contraint à se retirer précipitamment. Cette intervention donne aussi pour toute la gauche le sens de l'événement. Ces ligues d'extrême droite ne peuvent se contenter d'un simple changement de gouvernement, c'est au régime républicain, à la démocratie, qu'elles s'attaquent, selon Léon Blum. Ce qui vient de se passer n'est, ni plus ni moins, qu'une tentative de coup d'État fasciste. Il maintiendra d'ailleurs cette interprétation de l'événement jusqu'à la veille de sa mort. En effet, dans un article paru dans le *Populaire-Dimanche*, le 12 février 1950, et intitulé « Il y a seize ans », il revient sur « l'insurrection fasciste du 6 février » pour justifier la riposte du 12 février organisée par les forces de gauche : « L'insurrection n'avait pas atteint son but stratégique qui était d'envahir la Chambre des Députés et d'imposer la création immédiate d'un gouvernement provisoire auquel Pétain, Tardieu, Laval eussent prêté leur nom et que les ligues paramilitaires

1. *Journal officiel*.

eussent effectivement contrôlé et dominé. Deux attaques de vive force avaient été montées contre le Palais-Bourbon, l'une par la rive droite, l'autre par la rive gauche. L'attaque de la rive droite fut brisée sur le pont de la Concorde par la résistance déterminée de quelques éléments de la garde républicaine et de la garde mobile. L'attaque par la rive gauche s'arrêta d'elle-même place de Bourgogne, à quelques mètres du Palais-Bourbon, devant un faible rideau de police. Pourquoi ? Comment ? C'est ce qui, à ma connaissance, n'a jamais été complètement éclairci¹. » En dépit de ses interrogations sur la stratégie d'une partie des manifestants et surtout l'absence visible de coordination entre les différents groupes qui participent à la manifestation, Léon Blum maintient ainsi jusqu'au bout ce mythe du coup d'État fasciste.

Pourtant, si les groupes qui manifestent ce 6 février ont des intentions bien arrêtées, ils ne peuvent être confondus avec des organisations fascistes. Comme le souligne Serge Berstein, les monarchistes de l'Action française, les nationalistes des Jeunesses patriotes, les populistes de droite des Croix-de-Feu sont « certes partisans d'un pouvoir fort et tentés par un activisme fascisant, mais il serait très excessif de voir en eux les troupes d'un fascisme français quant à leurs objectifs et leurs conceptions. Le proto-uniforme, le goût de la chose militaire et l'usage de la violence ne suffisent pas à caractériser le fascisme². » Force est aussi de constater que ces organisations qui défilent ensemble n'ont pas forcément les mêmes buts. En fait, comme le rappelle, toujours Serge Berstein, « le six février 1934 se déroulent à la même occasion quatre manifestations aux objectifs différents. La première est celle des anciens combattants communistes de l'ARAC qui sont venus manifester contre le gouvernement Daladier, mais aussi contre la compromission dans l'affaire Stavisky de Rossignol, ancien président de l'Union nationale des Combattants, l'organisation rivale, marquée à droite. Il s'agit, dans le cadre de la "tactique classe contre classe", d'attirer à l'ARAC les anciens combattants de l'UNC en leur montrant que les communistes sont leurs meilleurs défenseurs. Invités à défiler

1. Léon Blum, « Il y a seize ans », *Le Populaire-Dimanche*, 12 février 1950.

2. Gisèle et Serge Berstein, *La III^e République*, « Crise du 6 février », Paris, MA Éditions, 1987, p. 294.

Serge Berstein, *Le 6 février 1934*, Paris, Gallimard-Julliard, 1975.